



**Cfdt:**

**ÎLE DE FRANCE**

S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

# BILAN D'ÉTAPE

**DE L'ACTIVITÉ RÉGIONALE**



2023



**ÎLE DE FRANCE**

S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

# ÉDITO



**L**e bilan d'étape de la mandature 2021-2023 présenté par le Bureau régional retrace deux années d'activité entre le 56<sup>e</sup> congrès régional ordinaire de Montrouge (septembre 2021) et le congrès extraordinaire de juin 2023.

Deux années d'activité intense marquées aussi par l'actualité. En effet, à côté des projets prévus dans le cadre du plan de travail et dont ce bilan d'étape reprend les grands axes, la CFDT Île-de-France a su s'adapter à une actualité sociale chargée.

L'implication de toute la CFDT Île-de-France, au travers de ses responsables, de ses équipes syndicales, de ses nombreux militants et mandatés, a permis de garder le cap et de réaliser à mi-mandat les projets, actions et initiatives que la CFDT Île-de-France s'était engagée à mener.

Par ailleurs, ces deux années d'activité ont été marquées par les évolutions internes, au sein de l'interprofessionnel ou à l'IREFE. Il nous a fallu nous réorganiser pour mieux affronter le contexte incertain dans lequel nous évoluons. C'était l'objet notamment de nos débats au congrès extraordinaire de juin 2023 portant sur l'évolution de l'interprofessionnel francilien.

Nous pouvons donc être fiers du travail accompli. Ainsi, le syndicalisme CFDT en Île-de-France se porte bien en ce début d'année 2024. La forte progression du nombre d'adhérents en 2023, portée par notre mobilisation contre la réforme des retraites, en est l'illustration.

Il y a encore beaucoup à accomplir d'ici à 2025, mais ce bilan d'étape donne déjà un bel aperçu des travaux réalisés et de ceux à poursuivre ou à finaliser.

**Bonne lecture.**

**CE BILAN D'ÉTAPE PORTE SUR LA PÉRIODE  
ALLANT DU CONGRÈS RÉGIONAL  
DE SEPTEMBRE 2021 AU CONGRÈS  
RÉGIONAL EXTRAORDINAIRE DE JUIN 2023.**

**Diego MELCHIOR**  
Secrétaire général

# SOMMAIRE



## INTRODUCTION

... p. 5

AXE

1

**DES TERRITOIRES AMÉNAGÉS  
POUR DES EMPLOIS DURABLES, DE QUALITÉ  
ET RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT**

... p. 9

AXE

2

**UNE PRÉVENTION RENFORCÉE DE LA SANTÉ  
AU TRAVAIL ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL  
POUR UN PARCOURS PROFESSIONNEL SÉCURISÉ**

... p. 13

AXE

3

**AGIR SYNDICALEMENT EN FAVEUR  
DE CERTAINS PUBLICS ET LUTTER  
CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

... p. 14

AXE

4

**AGIR POUR UN PARCOURS DE VIE SÉCURISÉ,  
UNE SANTÉ ACCESSIBLE ET UNE PRISE EN CHARGE  
DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE**

... p. 18

AXE

5

**ŒUVRER SYNDICALEMENT POUR UNE TRANSITION  
JUSTE ET UN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
DURABLE EN ÎLE-DE-FRANCE**

... p. 19

AXE

6

**ACCOMPAGNER POUR STRUCTURER, DÉVELOPPER  
ET CONFORTER NOTRE PREMIÈRE PLACE  
D'ORGANISATION SYNDICALE EN ÎLE-DE-FRANCE**

... p. 23

AXE

7

**METTRE EN PLACE DES PROJETS, DISPOSITIFS  
ET OUTILS D'ACCOMPAGNEMENT  
ET POUR UNE PLUS GRANDE PROXIMITÉ**

... p. 27



## CONCLUSION

... p. 31

# INTRODUCTION

Les deux premières années du mandat 2021-2025 ont été marquées par les crises et les incertitudes qu'elles ont engendrées. La résolution d'orientation votée par les syndicats au congrès de Montrouge qui s'est tenu en pleine crise sanitaire, quelques mois après la mise en place du passe sanitaire, exprimait clairement la volonté que le monde de l'après-pandémie ne soit plus le même que celui d'avant mars 2020.

Ainsi, durant ces deux années, la CFDT Île-de-France n'a eu de cesse de revendiquer et d'agir auprès des employeurs, du Conseil régional d'Île-de-France et des services déconcentrés de l'État.

Hélas, le monde d'aujourd'hui ressemble tristement au monde d'avant la pandémie. Au sortir de la crise du Covid, la CFDT a alerté sur l'état de « fatigue » de notre société et sur les risques de tensions que cela pouvait engendrer. Les événements qui ont marqué les deux années de ce mandat sont venus rapidement confirmer cette intuition.

## LA CRISE SANITAIRE ET SES SUITES

Entre septembre 2021 et mars 2022, le monde est confronté à deux vagues importantes de Covid. La cinquième vague de Covid (variant Omicron, extrêmement contagieux) débute en novembre 2021 et n'atteindra son pic que début février. Les personnes les plus fragiles et les plus âgées sont les plus à risques et les restrictions sanitaires sont maintenues jusqu'au 14 mars 2022. Dès lors, le port du masque et le passe vaccinal ne sont plus exigés.

Les travailleurs de première et de deuxième lignes sont depuis le début de la crise sanitaire les plus exposés au virus. Pourtant, les conditions de leur reconnaissance ne sont pas réunies. C'est pourquoi, durant les mois de février et de mars 2022, la CFDT Île-de-France, en coopération avec les syndicats et les fédérations les plus concernés, a organisé deux marches des « invisibles » pour rappeler à notre société le rôle et la place de ces femmes et de ces hommes – surtout des femmes – qui ont assuré les activités essentielles de notre pays. Ces mobilisations ont été l'occasion de mettre en avant les problématiques salariales, mais aussi de conditions de travail et de formation professionnelle.

En parallèle, la CFDT Île-de-France a assuré le traitement et les réponses aux demandes de nombreux salariés et équipes syndicales s'adressant à l'Union régionale via la boîte mail Covid et aux Unions territoriales dans les nombreux lieux d'accueil sur le territoire.



- Plus de 1000 adhérents ont participé
- à la Marche des essentiels du 3 février 2022
- de Beaugrenelle à Cambronne.

## DES RELATIONS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES FORTEMENT MARQUÉES PAR LA CRISE EN UKRAINE

Sur le plan international, c'est la guerre en Ukraine qui aura le plus frappé les esprits. L'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 a fait revenir le spectre de la guerre aux portes de l'Europe.

La CFDT a immédiatement et fermement condamné l'agression russe et apporte son soutien aux Ukrainiens ainsi qu'aux opposants démocrates russes qui s'élèvent contre la politique de Vladimir Poutine. Le 15 mars, l'Union régionale, avec la Confédération, a organisé une conférence pour la paix en Ukraine.

La CFDT Île-de-France appellera également chaque samedi à la manifestation de soutien à l'Ukraine qui se tient à Paris et participera financièrement à la caravane inter-syndicale de la Confédération européenne des syndicats.

À plusieurs reprises également, la CFDT Île-de-France a été présente dans les rassemblements de soutien aux mouvements démocratiques à l'instar du mouvement iranien « Femme, vie, liberté » ou encore l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) victime d'attaques par le gouvernement tunisien.

Enfin, l'arrivée au pouvoir en Italie de Giorgia Meloni, issue d'un parti postfasciste, nous rappelle à la triste réalité d'une extrême droite européenne en embuscade.

Conférence pour une Ukraine libre, le 15 mars 2022.



## UNE SITUATION NATIONALE TENDUE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Si le chômage baisse au lendemain de la crise sanitaire (7,5 % en moyenne en France, 7 % en Île-de-France en 2022), la lassitude des populations, en particulier des plus jeunes, est une réalité manifeste. De nombreux emplois sont par ailleurs non pourvus, en particulier dans les métiers les plus pénibles et les moins bien rémunérés. Les travailleurs sont aussi nombreux à s'interroger sur le sens donné à leur travail.

L'inflation, qui n'a cessé de croître depuis 2022, grève le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs, d'autant plus que les augmentations salariales ne suivent pas l'inflation dans de nombreux secteurs. En Île-de-France, le coût très élevé du logement pèse fortement sur le budget des ménages.

La réélection d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen en mai 2022 a permis d'éviter l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sans cependant lancer un changement d'orientation dans les politiques publiques.



• **Solidaires**, trimestriel de la CFDT Île-de-France, a consacré un dossier aux questions liées à l'attractivité des métiers en Île-de-France.

## RÉFORME DES RETRAITES : DE LA CRISE SOCIALE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE

Dès septembre 2022, le président de la République annonce qu'il appliquera le programme pour lequel il a été élu, et affirme en particulier sa volonté de réformer les retraites en reportant l'âge légal à 65 ans. La CFDT, fidèle à ses orientations de congrès, s'oppose fermement et obtient une concertation durant l'automne au sein de laquelle elle avance ses propositions. En janvier 2023, le gouvernement annonce pourtant que la réforme des retraites comportera une mesure d'âge : le report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans.

Sur le plan national comme régional, une intersyndicale composée des huit organisations syndicales de salariés se constitue et démarre un mouvement social afin d'exiger le retrait d'une réforme injuste et brutale.

La réussite des manifestations parisiennes était indispensable à la réussite du mouvement au niveau national. Quatorze journées de mobilisation réunissant des dizaines de milliers de personnes sans débordements majeurs, dans la dignité et dans un esprit festif et convivial se sont ainsi tenues à Paris. Le service d'ordre régional dont la constitution remonte à 1993 a contribué à un déroulement optimal de l'ensemble des manifestations.

L'interprofessionnel francilien, appuyé par ses militantes et ses militants, a ainsi été au rendez-vous pour assurer la mobilisation sur tous ces aspects : organi-

sation et animation des manifestations, acheminement en bus des manifestants depuis les départements, actions menées en proximité par les unions territoriales interprofessionnelles notamment dans les bassins d'emploi en allant au contact des travailleurs, informations auprès des adhérents et du grand public...

Les syndicats d'Île-de-France se sont largement mobilisés dans les actions interprofessionnelles. Les militants des Unions territoriales de retraités d'Île-de-France ont illustré, par leur participation active dans les cortèges, ce que la CFDT revendique depuis toujours : la solidarité et la justice sociale entre les générations, hier comme demain.

Pourtant, face à une mobilisation sociale sans précédent, qui a vu nombre de travailleurs et de citoyens manifester, y compris parfois pour la première fois, la seule réponse offerte par l'exécutif a été de considérer que le président de la République avait été élu sur un programme qui prévoyait cette réforme.

La CFDT a parlé de crise démocratique mais cette crise ne datait pas de ces derniers mois. Elle se traduit depuis plusieurs années par un climat de défiance sans cesse croissant envers les élus et les institutions ; par une chute libre du nombre de militants dans les partis et mouvements politiques ; ou encore par une abstention en hausse quasi continue depuis 20 ans.

Après un tel mouvement, le risque à présent est que ce renoncement progressif ne se transforme en renoncement ultime, celui de la démocratie et de la République. Une telle crise démocratique est d'autant plus dangereuse et anxiogène quand l'extrême droite est en embuscade.



Des cortèges historiques pour ces manifestations à Paris qui ont aussi mis en lumière la capacité de la CFDT à se montrer déterminée, revendicative et festive, tout en s'assurant de la sécurité des manifestants. Ici, la manifestation du 7 mars 2023.

## UNE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ENTRE GRANDS PROJETS ET ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS

Au sein de la région Île-de-France, les inégalités se maintiennent. L'Île-de-France reste une région de contrastes avec les territoires les plus riches mais aussi les territoires les plus pauvres. 15,5 % de la population francilienne vit sous le seuil de pauvreté, soit environ 1,8 million de personnes (14,6 % sur le plan national). Par ailleurs, les inégalités touchent plus fortement les jeunes et les familles monoparentales.

La politique du Conseil régional d'Île-de-France, depuis la réélection de Valérie Pécresse en 2021, n'a pas œuvré pour plus de justice sociale.

Au contraire, la CFDT Île-de-France n'a eu de cesse de déplorer les choix réalisés au détriment des plus modestes. Elle s'est aussi indignée publiquement de la réduction des moyens des acteurs de la région à l'instar des missions locales.

Pourtant, la région Île-de-France rayonne largement en France et en Europe, situation qui s'est renforcée avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et la perspective de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024.

Les grands projets tels que le prolongement des lignes de métro du Grand Paris ou encore l'accueil d'événements sportifs et culturels majeurs sont générateurs d'emploi et d'activités économiques mais ne profitent pas équitablement aux populations et à tout le territoire.

## UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE POUR FAIRE ÉVOLUER L'INTERPROFESSIONNEL FRANCILIEN



Le congrès extraordinaire s'est tenu à la Bourse du travail de Paris.

Comme le prévoyait la résolution votée au congrès ordinaire de Montrouge en 2021, le congrès extraordinaire qui s'est tenu le 22 juin 2023 a permis de finaliser une évolution de la CFDT Île-de-France engagée il y a près de 20 ans.

La résolution d'orientation votée à 93,76 % proposait une nouvelle ambition pour l'interprofessionnel francilien. Il s'agissait de faire évoluer notre organisation au service des travailleurs, adhérents et équipes syndicales en créant une gouvernance régionale unique et en renforçant l'action interprofessionnelle de proximité.

Ce congrès est à la fois un aboutissement politique d'une vingtaine d'années d'évolution interne et le démarrage de chantiers de mise en œuvre pour une réforme pleinement opérationnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Le congrès ordinaire prévu en 2025 procédera à la modification des statuts de l'Union régionale mis à jour en prenant en compte les décisions prises lors du congrès extraordinaire.

## 100 ANS DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE : UNE FIERTÉ PARTAGÉE ENTRE MILITANTS

À l'occasion du congrès extraordinaire, nous avons pu fêter les 100 ans de la CFDT Île-de-France dont la création remonte à février 1923. Cet anniversaire s'est illustré au travers d'une exposition thématique, une vidéo de témoignage des anciens secrétaires généraux de l'Union régionale parisienne puis de l'Union régionale ainsi que d'une table ronde avec l'intervention de deux historiens.

De très nombreuses militantes et militants qui ont assisté à la table ronde ont été heureux de découvrir la riche histoire de notre organisation et de participer à écrire les prochains chapitres.



Catalogue de l'exposition distribué aux congressistes. Quatre totems et seize dates pour illustrer seize thèmes de revendications et d'actions de la CFDT Île-de-France. Cette exposition a ensuite été présentée au siège de l'Union régionale puis à celui de la CFDT Paris.

# DES TERRITOIRES AMÉNAGÉS POUR DES EMPLOIS DURABLES, DE QUALITÉ ET RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

## ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES SYNDICALES SUR LA SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS

L'Union régionale a mis en place, pour les équipes syndicales avec l'appui des cabinets experts partenaires, des outils pour agir dans les entreprises et les administrations. Des formations ont également été conçues par l'IREFE.

Des rencontres d'appropriation ont permis aux équipes de mieux comprendre les licenciements dans un contexte de Covid, les alternatives aux PSE, l'action syndicale pour l'emploi et l'insertion professionnelle...

Des équipes de champs professionnels différents comme celles du syndicat Télécoms Prestataires Île-de-France (le 2 juin 2023 rue Euryale-Dehaynin) ou du Syndicat des agents de la Sécurité sociale (le 31 mars 2022 rue de Crimée) ont pu être accompagnées sur la sécurisation des parcours professionnels ou la gestion des emplois et des parcours professionnels.

La CFDT Île-de-France a également soutenu et présenté le dispositif TransCo (Transitions collectives), en lien étroit avec des plateformes territoriales chargées de mettre en œuvre ce dispositif comme la plateforme CDG Alliance Roissy, par exemple.

Le 22 juin 2021 à Roissy, une rencontre avec les équipes d'Air France et d'ADP a eu lieu avec cette plateforme pour sensibiliser sur le dispositif. Une section de la métallurgie à Dammarie-les-Lys en juillet 2022 a pu quant à elle négocier et signer un accord GEPP incluant une dimension TransCo avec l'aide de la plateforme CDG Alliance. Cependant, il faut signaler que ce dispositif n'a pas connu le succès escompté notamment à cause de la frilosité des employeurs.



Plaquette de présentation du dispositif Transco réalisée en 2021 et rééditée en 2022.

## L'IMPLICATION DE L'UNION RÉGIONALE DANS L'ASSOCIATION CEP PARITAIRE ÎLE-DE-FRANCE

L'Union régionale est fortement impliquée dans l'association CEP Paritaire dont elle a assuré la vice-présidence. L'association CEP Paritaire fait elle-même partie du groupement « Évolution », constitué de plusieurs acteurs comme les cabinets Tingari et Catalys.

Ce consortium a été constitué afin de répondre aux appels d'offres du Conseil en évolution professionnelle de France Compétences. La mise en place du CEP a été obtenue par les partenaires sociaux, CFDT en tête.

Le CEP a été mis en avant auprès de nos équipes notamment dans les formations de l'IREFE.

Le premier marché CEP s'est terminé en juin 2023. Pour la deuxième phase de ce marché (2023-2027), un nouvel appel d'offres a été émis par France Compétences et le groupement Évolution a été à nouveau retenu.



Le « truck CEP », un camion itinérant chargé de promouvoir ce dispositif auprès des bénéficiaires et des élus du personnel, a également été sollicité pour de nombreuses initiatives sur les territoires : Réponses à emporter, forums de l'emploi des jeunes...

L'association CEP Paritaire a dû changer d'objet. Elle avait été créée par les organisations syndicales (CFDT, CFTC et CGT) et par les organisations patronales (U2P et CPME). Durant quatre ans, les orga-

nisations patronales se sont complètement désengagées de l'association. De ce fait, l'association n'était plus paritaire.

Aussi, le choix a été de modifier les statuts de l'association pour qu'elle soit une association exclusivement syndicale. En outre, elle ne sera plus opératrice directe du CEP mais se concentrera sur la promotion de ce dispositif.

Aussi, l'Union régionale renforcera son action pour promouvoir le dispositif CEP auprès des élus CFDT notamment dans les formations syndicales.

## LE COMITÉ RÉGIONAL EMPLOI FORMATION ORIENTATION PROFESSIONNELLE EN PANNE

Comme c'est le cas au niveau national, l'Union régionale a mis en place une coordination de tous les mandats EFOP (Emploi Formation Orientation Professionnelle) :

Comité Régional Emploi Formation Orientation Professionnelle (CREFOP), Transitions Pro, IPR-IPT, OPCO Interpro.

La CFDT Île-de-France est impliquée dans le Comité Régional Emploi Formation Orientation Professionnelle, lieu principal d'échange et de coordination sur ces sujets entre État, Région et partenaires sociaux. Malheureusement, cette instance quadripartite ne fonctionne pas bien et peu de place est laissée aux partenaires sociaux et surtout aux organisations syndicales. Les relations entre l'État et la Région y sont difficiles, ce qui ne permet pas un bon fonctionnement de cette instance.

Ainsi, le CARIF-OREF (Défi métiers), qui était l'outil qui permettait une bonne compréhension de la situation de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'orientation en Île-de-France a été supprimé purement et simplement par l'exécutif régional sans dialogue préalable avec les acteurs sociaux et économiques qui étaient les premiers concernés. La mise en place par la présidente de Région - à marche forcée et sans concertation - d'Oriane, l'agence régionale en charge de l'orientation, a donné lieu à plusieurs communiqués et interpellations de la CFDT Île-de-France qui a exprimé de grandes réserves sur ce guichet unique dématérialisé et les moyens consacrés à l'orientation.

Cette situation s'inscrit dans le contexte nouveau de la mise en place du réseau France Travail. Les partenaires sociaux ne sont pas informés et ont du mal à voir leur future place dans ce nouveau schéma imposé par l'État.

© Mathieu Le Floch



Mobilisation des salariés de Défi Métiers le 15 février 2022. La CFDT, présente au conseil d'administration, avait interpellé la Région pour lui demander de surseoir à sa décision.

## L'ESPACE RÉGIONAL DE DIALOGUE SOCIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Les partenaires sociaux de l'économie sociale et solidaire (ESS) de la région Île-de-France (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et Union des employeurs de l'économie sociale) se rencontrent régulièrement au sein de l'espace régional de dialogue social (ERDS), lancé officiellement en mai 2022.

Lieu d'échange et de construction entre représentants des syndicats d'employeurs et de salariés, l'ERDS vise le partage, la définition et le suivi de projets concertés, en application ou en complémentarité avec les travaux menés au niveau national par les branches ou le champ multiprofessionnel.

Dans ce cadre, l'ERDS construit actuellement un projet d'engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) porté par les partenaires sociaux et la DRIEETS en Île-de-France, autour des transitions numériques et écologiques.

## UNE PRÉSENCE RENFORCÉE SUR LE PLATEAU DE SACLAY

Le plateau de Saclay a été identifié par l'Union régionale comme un territoire à enjeux forts où des actions interprofessionnelles pouvaient être menées en lien avec les syndicats. En effet, ce territoire accueille une grande université et de grandes écoles parmi les plus prestigieuses, dans l'idée de créer un pôle d'excellence français de rang international. Ce projet gouvernemental commencé il y a plusieurs décennies commence à voir le jour et la transformation du plateau est spectaculaire.

Autour de ce projet se posent des questions qui concernent plusieurs champs professionnels : restructuration des établissements, organisation du travail aussi bien pour les chercheurs et enseignants-chercheurs que pour le personnel technique et administratif, questions relatives à l'aménagement du territoire avec des difficultés d'accessibilité pour les étudiants et les travailleurs ainsi que des problématiques de logement.

Au printemps 2023, l'Union régionale a réuni les militants chercheurs et enseignants CFDT de différents établissements pour effectuer un tour de table sur les enjeux. L'objectif est de constituer un réseau CFDT avec une « cartographie ouvrière » pour inventorier les militants dans les différents établissements du plateau et ouvrir le réseau aux autres secteurs de l'environnement économique concerné comme les services, les transports... Cette démarche vise à construire des initiatives interprofessionnelles avec les équipes dont l'implantation a été renforcée notamment par les résultats des élections fonctions publiques de fin 2022, et d'aboutir à un cahier revendicatif interprofessionnel avec une vision CFDT sur les enjeux sur ce territoire.



.....

**Rencontre des militants du plateau de Saclay à l'Institut Mines-Telecom, le 13 octobre 2022, avec la participation de Laurent Berger. Cette initiative a permis aux agents d'échanger avec le secrétaire général de la CFDT en amphi sur l'actualité sociale, la situation des agents contractuels et les conditions de travail. Un moment convivial a également été réservé aux militants de l'établissement mais aussi de Polytechnique, de l'ENSTA, CentraleSupélec ou de l'université Paris-Saclay.**

## AGIR POUR DES EMPLOIS DURABLES ET DE QUALITÉ AVANT, PENDANT ET APRÈS LES JEUX OLYMPIQUES DE 2024

L'Union régionale a mis en place un groupe de travail interprofessionnel afin de suivre les JOP et ses enjeux pour notre territoire. Ce groupe est constitué de responsables des secteurs professionnels les plus concernés comme le commerce, la sécurité, la propreté, l'événementiel... L'objectif est d'identifier et promouvoir les revendications de chaque secteur, en lien avec les syndicats ; proposer aux militants et élus des outils, sur les conditions de travail, sur la législation et les enjeux de territoire. Il s'agit aussi de suivre la dimension « héritage », importante pour ces jeux, c'est-à-dire l'anticipation de pérennisation des installations.

La CFDT Île-de-France, sur les territoires les plus concernés par les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) Paris 2024 (Paris et la Seine-Saint-Denis), est aussi associée et représentée en tant qu'organisation syndicale signataire de la charte sociale des JOP Paris 2024 aux différents comités de site mis en place afin d'effectuer le suivi des chantiers emblématiques de notre territoire. Ceux-ci sont plus particulièrement liés au chantier du village olympique/paralympique (93), au village des médias (93), aux aménagements spécifiques au territoire de Plaine Commune (93) et aux aménagements des différents sites de Paris (75).

Les représentants de la CFDT Île-de-France ont l'occasion, lors de ces réunions régulières de prendre connaissance et d'échanger avec les représentants des collectivités locales concernées, de l'État (Dijop), de la Solideo et du Cojo, autour des problématiques sociales inhérentes aux enjeux de cet événement planétaire pour notre territoire.

Plus particulièrement, la CFDT obtient des informations et intervient concernant le sujet de l'insertion des jeunes et des salariés en difficulté, le suivi des clauses de responsabilité sociale et environnementale dans les appels d'offres mais aussi autour du respect des conditions de travail et des règles de santé/sécurité au travail pour les salariés intervenant sur ces différents sites. Par exemple, la CFDT a revendiqué la limitation du recours aux travailleurs détachés dans ces différents sites olympiques en construction (question du travail décent auprès des sous-traitants et des fournisseurs).

Visite de l'Arena Porte de la Chapelle par les membres du comité de suivi de site de Paris.



# UNE PRÉVENTION RENFORCÉE DE LA SANTÉ AU TRAVAIL ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL POUR UN PARCOURS PROFESSIONNEL SÉCURISÉ

## UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE ENGAGÉE DANS LA MODERNISATION DE LA GOUVERNANCE DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

La CFDT Île-de-France siège au CROCT (Comité régional d'orientation des conditions de travail) et participe au CRPST (Comité régional de prévention et de santé au travail), des instances rénovées suite aux nouvelles réformes de la gouvernance de la santé au travail en région.

Deux rencontres d'appropriation de la nouvelle organisation de la santé au travail ont été organisées.

Dans le cadre de ces instances, la CFDT Île-de-France s'est investie dans le plan régional santé au travail n°4 en participant à onze groupes de travail.

### Les groupes de travail

- Prévenir les risques psychosociaux auprès de populations de salariés très exposés
- Prévenir les troubles musculosquelettiques en lien avec les SPST
- Faciliter le dialogue social et professionnel sur la QVCT
- Veiller au développement de l'organisation du travail hybride dans de bonnes conditions
- Prévenir les violences sexuelles et les agissements sexistes au travail
- Favoriser le repérage et la prise en charge des salariés rencontrant des problématiques de santé tout au long de leur parcours professionnel
- Rapprocher les acteurs de la santé publique, santé environnement et santé au travail
- Accompagner les entreprises pour anticiper et faire face aux périodes de crise
- Santé au travail des femmes : améliorer la prévention des risques professionnels
- Accompagner la mise en place du CRPST et structurer les modalités de suivi du PRST 4
- Mettre en place un point de ressources à destination des CSE et favoriser l'implication des branches professionnelles dans le déploiement du PRST.

## DES ÉLUS ET DES MANDATÉS FORMÉS

Les mandatés santé au travail ont été formés en 2022 et le réseau regroupant les mandatés dans les services de santé, les comités techniques régionaux et à la Cramif ont été réuni trois fois. Plusieurs webinaires ont été organisés à destination des militants : un sur la qualité de vie au travail en 2021, deux sur le télétravail en 2022 dont un spécifique pour les fonctions publiques.

Le premier semestre 2023 a été quant à lui marqué par un effort soutenu en matière de formation des élus dans les commissions santé des CSE et dans les formations spécialisées de la fonction publique.

# AGIR SYNDICALEMENT EN FAVEUR DE CERTAINS PUBLICS ET LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS

## ÊTRE AU PLUS PROCHE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Le groupe ressource handicap a été relancé à la suite de la parenthèse « Covid ». Ce groupe d'appui constitué de militants se réunit une fois par mois dans les locaux de l'Union régionale. Sa mission est d'organiser l'accompagnement des équipes sur la prise en charge syndicale du handicap dans les entreprises, administration et sur le territoire.

Ainsi des permanences sont assurées par ces militants à Paris, à La Défense, à Créteil et à Bobigny. Le groupe assure également une veille juridique. La CFDT Île-de-France a également mis à jour et conçu plusieurs documents en lien avec le handicap.

La CFDT Île-de-France a par ailleurs organisé des forums emploi en 2022 et 2023 à destination des demandeurs d'emploi en situation de handicap. Il s'agit d'un travail important qui se prépare pendant plusieurs mois et qui mobilise des entreprises mais également tous

les acteurs institutionnels comme CAP Emploi ou Agefiph, entre autres. Deux forums ont eu lieu dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, un à la halle Carpentier en 2021 et l'autre à la mairie du 13<sup>e</sup> en 2022. Soixante entreprises étaient présentes à ces forums. Plus de 3 000 personnes ont participé au forum 2022 avec près de 200 personnes embauchées.



Les forums de l'emploi et du handicap ont permis de renforcer les liens avec les partenaires de la CFDT Île-de-France : Agefiph, Fiphfp, Cap emploi, etc. Ici, le forum organisé à la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris le 12 octobre 2022.

**PRÉCISIONS SUR LA RQTH**

La RQTH peut être accordée pour une durée de 1 à 5 ans et définitivement pour les handicaps considérés irréversibles. Vous pouvez aussi demander à percevoir des prestations compensatoires.

Les délais de traitement des dossiers sont souvent très longs (souvent plusieurs semaines) et ont tendance à se questionner la RQTH sur l'état d'avancement de votre dossier (prioritaires la carrière électronique).

En cas de refus, vous pouvez demander un recours gracieux auprès de la MDRH, dans les deux mois de la notification. En cas de nouveau refus, un recours contentieux est possible auprès des tribunaux de la Sécurité sociale.

La RQTH peut permettre à son titulaire de bénéficier de droits particuliers pour accéder à la retraite.

La RQTH accablée concerne les situations d'urgence dans les cas de maintien dans l'emploi d'un salarié malade de façon prolongée pour l'aptitude (risque d'aptitude et risque de licenciement).

**CONTACTS UTILES**

<b>AGEFIPH</b>   www.agefiph.fr   Tél 0800 11 10 09	<b>MDPH 92 - Hauts-de-Seine</b> 2 rue de la République 92000 Nanterre Tél 01 41 21 33 33 contact@mdph92.fr	<b>MDPH 93 - Seine-Saint-Denis</b> 10 rue de la République 93000 Saint-Denis Tél 01 41 31 41 41 contact@mdph93.fr	<b>MDPH 94 - Val-de-Marne</b> 10 rue de la République 94000 Créteil Tél 01 49 39 40 40 contact@mdph94.fr
<b>MDPH 77 - Seine-et-Marne</b> 10 rue de la République 77000 Meaux Tél 01 41 31 41 41 contact@mdph77.fr	<b>MDPH 78 - Yvelines</b> 10 rue de la République 78000 Evry Tél 01 49 39 40 40 contact@mdph78.fr	<b>MDPH 91 - Essonne</b> 10 rue de la République 91000 Evry Tél 01 49 39 40 40 contact@mdph91.fr	<b>MDPH 95 - Val-d'Oise</b> 10 rue de la République 95000 Cergy Tél 01 49 39 40 40 contact@mdph95.fr

**UNE INFORMATION, UNE DEMANDE**

Mettez-vous en contact avec l'Union CFDT de votre établissement. Nos représentants CFDT peuvent vous aider dans cette démarche.

Retrouvez toutes nos actions sur le site de l'Union régionale  
rubrique Thématiques/Handicap

**Île-de-France.cfdt.fr**

Union régionale CFDT Île-de-France  
78 rue de la République 75013 Paris - tél 01 42 12 89 00  
contact@iledefrance.cfdt.fr

**FAIRE RECONNAÎTRE SA QUALITÉ DE TRAVAILLEUR HANDICAPÉ**

**CFDT ÎLE DE FRANCE**  
TRAVAILLEURS HANDICAPÉS  
18 113 110

**agefiph**  
AGENCE NATIONALE DE GESTION  
DES FONDS D'EMPLOI

L'Union régionale publie de nombreux outils pour la prise en charge du handicap. Ici, une plaquette pour faciliter la Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH).

## AGIR POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET CONTRE LES VSST

La CFDT Île-de-France a participé à l'ensemble des mobilisations contre les violences sexuelles et sexistes au travail, dans le cadre de la journée internationale du 25 novembre, ainsi qu'aux marches à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes.

Sur ce sujet, plusieurs interventions ont eu lieu dans des conseils syndicaux, notamment pour inciter l'ensemble des structures de la CFDT à signer la charte interne contre les VSST, charte que l'Union régionale a signée en novembre 2022. Cela a été le cas par exemple pour le Syndicat francilien des services à l'agriculture, le Syndicat de l'administration centrale des finances, le SNPDOS ou encore Interco 78.

Le 8 mars 2022, la journée a pris la forme d'une mobilisation pour une reconnaissance des travailleuses essentielles, fortement mobilisées pendant la pandémie.

L'Union régionale s'est également mobilisée pour le droit à l'IVG et la revendication d'une constitutionnalisation de l'IVG en France.

En 2022, la CFDT Île-de-France a intégré le conseil d'administration du centre Hubertine Auclair, association liée au Conseil régional, en charge de la promotion de l'égalité professionnelle et de la lutte contre les VSST. La CFDT Île-de-France a également fait éditer le Violentomètre, un outil de prévention des VSST.



Journée internationale pour le droit à l'avortement, le 28 septembre 2022. La CFDT s'est mobilisée pour l'inscription de ce droit dans la constitution française et dans la charte européenne des droits fondamentaux.

Affiche de présentation de la procédure de signalement dans le cadre de la charte sur les VSST.



## RETOUR À LA MARCHE DES FIERTÉS APRÈS LA PANDÉMIE

La CFDT Île-de-France prend part à la Marche des fiertés parisienne avec l'appui de la Confédération depuis une vingtaine d'années. Notre participation avait été suspendue entre 2020 et 2022 du fait de la pandémie. Notre char en 2022, puis des tuk-tuks en 2023, sont souvent remarqués par leur forte visibilité dans le cortège. C'est aussi l'occasion de distribuer des flyers et Goodies autour de l'action CFDT contre les discriminations LGBT.



Participation à la Marche des fiertés, le 25 juin 2022.

Cette participation permet à notre organisation d'afficher son combat contre l'homophobie, la transphobie et pour l'égalité de tous. La CFDT est engagée au quotidien pour que l'ensemble des salariés et agents puissent exercer leur métier dans le respect de leur personne et de leurs droits.

## ACCUEILLIR LES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS

L'accueil des travailleurs sans papiers est déployé à Trappes, à Paris 19<sup>e</sup> et à Bobigny. Il s'agit d'accompagner des adhérents dans la constitution de leur dossier en vue d'obtenir une carte de séjour ou son renouvellement auprès des Préfectures concernées. Ces dernières années, il faut à la fois faire face aux procédures différentes suivant les préfectures et aux nouvelles plateformes en ligne de prise de rendez-vous qui pénalisent les salariés.

À Bobigny, depuis 2021, plus de 400 personnes ont été reçues lors de la permanence qui se tient le mardi. Dans les Yvelines, dans les lieux d'accueil de Trappes et Les Mureaux, 84 dossiers individuels ont été déposés en 2023 et 68 dossiers collectifs, pour 1 736 personnes reçues.

À Paris, 800 personnes sont reçues chaque année et une soixantaine de dossiers sont présentés par la CFDT – et régularisés – après passage dans l'une des deux commissions annuelles prévues par la Préfecture.

Une réflexion a été lancée en 2022 pour tenter d'étendre la prise en charge à d'autres territoires en essayant de repérer des militants intéressés par le sujet.

La CFDT Île-de-France a présenté, dans *Solitaires* (mars 2023), l'action de ces militants engagés pour la prise en charge des salariés sans papiers et les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. ....

## RELANCE DES DUOS DE DEMAIN

- Le dispositif
- Duos de demain
- a été relancé début
- 2023. Ici, la plaquette
- de présentation
- aux adhérents.



La CFDT Île-de-France et France Terre d'Asile (FTA) s'associent pour participer concrètement à l'intégration des réfugiés. Le dispositif des « Duos de demain » permet à des parrains/marraines de la CFDT, bénévoles, d'accompagner des réfugiés pour les aider à s'intégrer en France. Pendant une durée de six mois, renouvelable une fois, le parrainage donne lieu à des activités (au moins une fois par mois) telles que des conversations conviviales visant à améliorer le niveau de français des non-francophones, des sorties d'intérêt socioculturel pour leur faire découvrir leur pays d'accueil, etc.

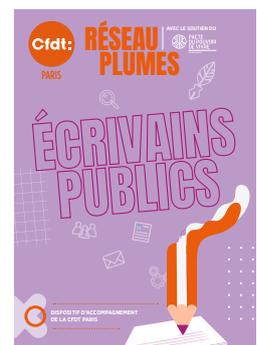
## DES EXPÉRIMENTATIONS ORIGINALES

Un partenariat a été conclu en 2022 avec l'Association FLA (Français langue d'accueil). Il permet entre autres à des réfugiés d'acquérir des connaissances en Français et plus largement de leur ouvrir toutes les portes de la société.

Trois fois par semaine, un groupe (en 2022) puis deux depuis la rentrée 2023 se réunissent dans les locaux de l'Union régionale pour permettre à FLA pour mener à bien ses missions.

En 2023, le projet « Plumes » conçu par la CFDT Paris a été lancé. Il s'agit d'un dispositif visant à accompagner des personnes éloignées de la langue française et/ou des outils numériques dans le but de favoriser leur accès aux droits. Il propose une permanence sans rendez-vous, un samedi sur deux, dans les locaux de la CFDT Paris pour accompagner les adhérents et salariés dans la rédaction de tous types de courriers et communications, notamment à destination des services publics.

Le but n'est pas de faire à la place de l'adhérent ou de la personne, mais de l'aider à s'acculturer aux différents acteurs et processus dans un but d'émancipation. Les permanences ont débuté en juin 2023.



- Présentation du
- dispositif Plumes
- et dates des
- permanences
- prévues au
- 7-9 rue Euryale-
- Dehaynin.

## LE PROJET « MIGR'ACTION »

Au cours de ces deux dernières années, la CFDT Île-de-France a largement participé à « Migr'Action », un projet à l'initiative du syndicat belge CSC de Mons-la-Louvière et avec la CISL italienne de Pescara.

Au total, en trois ans et demi, les partenaires du projet ont rédigé un guide des bonnes pratiques pour l'accueil des migrants en Europe, paru début d'année 2023.

Ce document présente les trois systèmes d'intégration dans nos pays respectifs, les quatre thématiques abordées lors d'échanges entre les organisations (l'accueil et l'encadrement des primo-arrivants ; la formation comme outil d'émancipation et d'inclusion ; le logement comme facteur d'intégration ; le travail décent pour les migrants), ainsi que les revendications politiques et normatives pour aboutir à la concrétisation d'un accueil inclusif.



Des membres du projet Migr'action en réunion à Paris le 16 septembre 2022.

## LA CONFÉRENCE DES RÉGIONS CAPITALES, UN RENDEZ-VOUS EUROPÉEN

Les organisations syndicales des régions capitales d'Europe se retrouvent tous les ans dans une ville d'accueil autour d'une thématique programmée en amont. Cette rencontre annuelle a pour but de partager les réalités du monde du travail au niveau national et construire des synergies européennes. Parmi les thèmes traités, les transitions écologiques ou la santé au travail. En 2023, un choix collectif a été pris de suspendre de notre instance l'organisation syndicale moscovite pour avoir soutenu de manière outrancière la guerre contre l'Ukraine. La CFDT Île-de-France a clairement affiché son accord avec cette décision votée lors de la conférence des régions capitale à Belgrade en juin 2023.



Conférence des régions capitales à Belgrade en juin 2023 sur les questions de santé et de sécurité au travail en Europe.

# AGIR POUR UN PARCOURS DE VIE SÉCURISÉ, UNE SANTÉ ACCESSIBLE ET UNE PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE

**Cfdt:** LES MANDATÉS DES ORGANISMES DE PROTECTION SOCIALE À VOTRE SERVICE !

La CFDT Île-de-France prend part activement aux conseils des organismes de Sécurité sociale. Huit militants CFDT sont donc mandatés à la Caisse d'allocation familiale, la Caisse d'assurance maladie de votre département.

Ces militants vont porter la parole des salariés et des assurés sociaux, pour définir les droits, garantir leur application, dire la réalité de leurs territoires ou contextes professionnels pour ajuster la protection sociale à « la vraie vie ».

Ce sont eux, aussi, qui vont s'inscrire dans la proximité et faire le lien avec les salariés, les assurés sociaux, pour qu'ils comprennent notre système de protection sociale, qu'ils s'y intègrent, y adhèrent et accèdent à leurs droits.

En acceptant ce mandat, ils se sont engagés à représenter l'intérêt général de l'organisation.

Ils exercent le mandat dans un cadre collectif en lien étroit avec les structures interprofessionnelles CFDT.

Dans le cadre du service à l'adhérent, ces mandatés peuvent faciliter l'effectivité des droits, mettre en réseau, conseiller et orienter.

Connaissez-vous ces mandatés ? Savez-vous comment les contacter et sur quels sujets vous pouvez les interpeller ?

Vous trouverez toutes les infos utiles dans ce petit document.

## LA PROTECTION SOCIALE, AU CŒUR DE L'ACTION DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE

Dès le début de la mandature, la CFDT Île-de-France a dû négocier l'accord régional inter-professionnel pour l'installation des caisses de protection sociale. La CFDT Île-de-France a réussi à obtenir l'ensemble des présidences qu'elle revendiquait.

Puis elle a soutenu les mandatés dans leur prise de fonction et organisé des rencontres trimestrielles en présentiel et en visioconférence pour coordonner les pratiques des mandatés et assurer la cohérence de la CFDT sur le territoire. Pour assurer un partage de l'information efficace, la CFDT Île-de-France a créé un espace ressource « mandatés protection sociale Île-de-France », au sein de l'espace adhérents cfdt.fr.

La CFDT Île-de-France s'est également engagée à soutenir les adhérents dans leurs problématiques vis-à-vis des organismes de Sécurité sociale. C'est pourquoi, en collaboration avec les mandatés, elle répond aux questions personnelles des adhérents et suit une dizaine de dossiers.

À la CRSA (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie), trois nouveaux mandatés ont pris leur fonction, et la CFDT est présente dans l'ensemble des commissions, ce qui permet de faire des propositions sur tous les sujets traités.

Le plan régional de santé étant arrivé à terme, un nouveau, le PRS3 (Plan régional de santé 3) a été travaillé pendant un an en 2022-2023. La CFDT Île-de-France a largement participé aux travaux dont la qualité a été saluée dans les instances. Ce travail a été l'occasion de recréer du lien avec l'Union professionnelle Santé sociaux et l'Union régionale des retraités.

Concernant les mandatés dans les CDCA (Conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie), au-delà de la coordination sur le territoire, l'ensemble des mandatés CFDT franciliens, en activité et retraités, ont été réunis pour s'approprier les enjeux sur des dossiers transverses comme le logement, faire le lien avec les mandatés à la CRSA ou encore confronter les réalités entre les différents territoires.

Des travaux communs ont été engagés entre la CFDT Île-de-France et la Mutualité française, d'abord au moment du renouvellement des caisses de Sécurité sociale, puis autour de problématiques communes notamment le non-recours aux droits.



La CFDT Île-de-France traite aussi de sujets d'actualité et de société pour informer les militants d'entreprises, à travers des initiatives.

Ici, l'initiative sur l'autonomie du 25 novembre 2022 qui a permis de construire un dossier dans *Solidaires* et une plaquette d'information. La rencontre était introduite par des saynètes proposées par une compagnie de théâtre et interprétées par des militants.

# ŒUVRER SYNDICALEMENT POUR UNE TRANSITION JUSTE ET UN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DURABLE EN ÎLE-DE-FRANCE

## LA PRISE EN CHARGE SYNDICALE DU LIEN EMPLOI/LOGEMENT

Le logement est une problématique majeure en Île-de-France, région marquée par de fortes inégalités et une pénurie de logement qui ne fait que s'aggraver, mettant à mal les conditions de vie des travailleurs. Consciente de cet enjeu, la CFDT Île-de-France a souhaité interroger les travailleurs sur leurs conditions de logement et leurs aspirations au travers d'une grande enquête « Causons Logement », de manière à pouvoir développer des revendications et en faire un levier de développement syndical.

Initiée fin 2020, cette enquête régionale, élaborée en collaboration avec un sociologue spécialisé et les syndicats volontaires, a été diffusée sur le terrain par les équipes et sur les réseaux sociaux. Prolongée jusqu'en 2021 en raison de la crise sanitaire, elle a permis de récolter l'avis de plus de 1 500 répondants.

Les résultats de cette enquête, qui ont fait l'objet d'une restitution à l'Union régionale en décembre 2022, ont mis en évidence cinq thématiques prioritaires pour les travailleurs : le logement et le télétravail, le logement des jeunes, le logement pour les travailleurs précaires, des TPE ou des travailleurs indépendants, les parcours résidentiels et la prise en charge syndicale. Sur la base de ces résultats statistiques, des groupes de travail se sont tenus début 2023 avec les syndicats, afin de partager un diagnostic, les pratiques existantes ainsi que les attentes des militants.

Une réunion supplémentaire s'est tenue concernant le secteur public, pour lequel les spécificités appelaient des réponses adaptées et différenciées. De ce travail collaboratif, la CFDT Île-de-France a élaboré un cahier revendicatif pour l'accès au logement des travailleurs en Île-de-France, reprenant 21 revendications, basées autour de trois axes : le soutien à l'offre de logements, le soutien aux travailleurs et la prise en charge syndicale.

Il est à noter par ailleurs qu'en Île-de-France, la CFDT assure la vice-présidence du comité régional d'Action Logement, ce qui constitue un levier d'action non négligeable. L'Union régionale est également présente au sein des conseils d'administration des filiales du groupe Action Logement telles que l'Apagl et Solendi expansion.



.....  
**21 propositions pour faciliter l'accès de tous au logement et à la prise en charge syndicale de ces questions.**

## CONTRIBUTION AU DÉBAT PUBLIC FRANCILIEN ET AUPRÈS DE LA CNDP

La CFDT Île-de-France a rédigé une contribution au Schéma directeur régional Île-de-France et environnemental qui a été remise en décembre 2022 au Conseil régional.

Depuis le début du mandat, la CFDT Île-de-France a fait le choix d'apporter des contributions auprès de la Commission nationale du débat public (CNDP), notamment sur les transitions écologiques, en lien avec les syndicats.

Le 8 février 2023, la CFDT Île-de-France a tenu une réunion avec différentes structures fédératives (syndicats et fédérations) pour répondre aux sollicitations de la Commission nationale du débat public interrogeant sur la nécessité de mettre en place de nouveaux réacteurs nucléaires pour lutter contre le réchauffement climatique. Cette rencontre, qui a réuni 15 participants, a mis en évidence les arguments favorables et défavorables à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires.

La diversité de points de vue de chacun sur le sujet a permis, d'une part, d'avancer dans le débat avec des oppositions constructives, et d'autre part, de montrer de l'engagement de la CFDT sur ces sujets peu fédérateurs.

Le 10 mai 2023, la CFDT Île-de-France tenait un deuxième débat en réponse à l'interpellation de la CNDP sur l'eau potable en Île-de-France. Le Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) souhaite installer une technique de filtration membranaire (OIBP, osmose inverse basse pression) sur ses principales usines situées à Neuilly-sur-Marne (94), Choisy-le-Roi (94) et Méry-sur-Oise (95), pour la production d'eau potable de plus de quatre millions de francilien.ne.s.



La CFDT Île-de-France a invité Jean-Claude Oliva, président de la nouvelle régie publique d'Est Ensemble. Celle-ci répond à la nécessité de préserver l'eau potable dans la région à moindre coût pour le citoyen et de la manière écologiquement plus sobre, en comparaison à la technique avancée par le Sedif. Les militants présents lors de ce débat ont abordé divers points de vue favorables et défavorables à cette nouvelle technique, notamment au regard de ses mauvais bilans carbone avec le rejet de polluants non traités dans les cours d'eau, ou encore en valorisant des techniques alternatives et moins coûteuses. Ces derniers points de vue font débat dans notre organisation, notamment avec des militants travaillant pour des organismes exploitants d'eau potable plutôt favorables à la nouvelle technique de filtration membranaire.

**Débat sur l'eau potable en Île-de-France, le 10 mai 2023.**  
 Dans ce deuxième débat public, la CFDT Île-de-France, qui a su fédérer malgré les avis souvent contraires de nos militants participant à la rencontre, a adressé une contribution à la CNDP consignée dans un rapport général sur le sujet.

## ANIMER LE RÉSEAU DES MANDATÉS LOGEMENT FRANCILIENS ET PARTICIPER AUX INSTITUTIONS

L'Union régionale CFDT prend part aux conseils d'administration des Offices publics de l'habitat (OPH) et des Entreprises sociales de l'Habitat (ESH) et réunit ses mandatés en moyenne deux fois par an pour suivre les évolutions du secteur du logement social et échanger des informations sur la politique de la CFDT.

L'Union régionale est investie dans les instances du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement où elle est membre du Bureau et participe activement aux réunions plénières.

Avec les associations d'insertion sociale, dont bon nombre sont signataires du Pacte du pouvoir de vivre, l'Union régionale poursuit un partenariat pour définir des positions communes. À ce titre, elle participe à l'évaluation et la révision du SRHH (Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement) 2017-2023 en défendant la production de logements abordables en faveur des travailleurs, que ce soit en termes de mobilité professionnelle, à proximité des bassins d'emplois, ou de production de logements et d'hébergement en faveur des jeunes travailleurs.

## LE TRANSPORT, UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE DES FRANCILIENS

Avec la Coupe du Monde de Rugby en 2023 et la préparation des Jeux olympiques de Paris 2024, les transports franciliens font l'objet de toutes les attentions.

L'enjeu est de taille : être en capacité de proposer une solution de transport rapide et fiable pour les millions de visiteurs attendus. Les travaux vont bon train, engendrant de fortes perturbations pour les usagers. C'est ce qui s'est d'ailleurs passé le week-end du 14 août 2023 où, pour la première fois, la ligne B était coupée un lundi. La CFDT Île-de-France a travaillé en étroite collaboration avec les services de l'État ainsi que les opérateurs pour limiter fortement l'impact de cette fermeture. Le peu de remontées négatives sur cette journée montre que ce travail en amont a porté ses fruits.

Durant cette première partie de mandat, la CFDT a obtenu un siège au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités ainsi que la présidence du comité des partenaires, lui permettant d'avoir un levier d'action auprès des équipes syndicales en cas de besoin.

C'est d'ailleurs ce que l'Union régionale a porté avec le SGT Centre Francilien et la Fédération des transports et de l'environnement lors de l'ouverture à la concurrence du réseau de bus de grande couronne. Cela a permis à la CFDT de défendre les intérêts des salariés des sociétés de transports auprès des décideurs politiques, ce qui a abouti à la prise en compte de critères sociaux dans les appels d'offres.

En étroite collaboration avec la CFDT Cheminots, la CFDT Île-de-France a aussi défendu les droits des cheminots lors d'une audition par les membres du CESER sur l'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire francilien. Enfin, la CFDT Île-de-France continue de travailler avec les équipes des unions territoriales de retraités sur la régionalisation du PAM qui impacte à la fois nos anciens mais aussi les personnes en situation de handicap.

La CFDT Île-de-France a également lancé, en 2022, une action avec l'aide des sections du syndicat de la métallurgie d'Île-de-France implantées sur le bassin d'emploi de Vélizy-Villacoublay-Clamart-Le Plessy-Robinson pour sensibiliser les salariés sur les mobilités douces (vélo, trottinettes, covoiturage), après la loi d'orientation des mobilités de 2021. Deux points d'accueil CFDT ont permis de recevoir plus de 500 personnes.

Ces questions qui ouvrent un nouveau champ de négociation dans les entreprises, ont fait l'objet d'une nouvelle édition du guide pratique sur les mobilités de l'Union régionale.



.....

« Repenser les modes de déplacement domicile-travail ». Guide pratique sur les mobilités suite à la loi de 2020, pour aborder sereinement la négociation sur le sujet.

## UNE MONTÉE EN PUISSANCE DES REVENDICATIONS SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

Le revendicatif sur la transition écologique juste était peu exploré jusque-là par la CFDT Île-de-France, mais l'est devenu suite à la résolution votée lors du 56<sup>e</sup> congrès régional à Montrouge en 2021.

La CFDT Île-de-France a constitué un groupe de travail au printemps 2022 sur les transitions écologiques. Ainsi, d'octobre 2022 à avril 2023, six thématiques ont été abordées : mobilités, espaces et lieux de travail, énergie, agriculture et alimentation, économie circulaire, et épargne salariale. Ces premiers échanges ont permis d'établir des diagnostics partagés et de construire 34 revendications présentées au Bureau régional.

La CFDT Île-de-France participe également au groupe de travail confédéré « Au travail pour le climat ! » mis en place en octobre 2022 et réunissant les responsables du dossier sur la transition écologique juste des unions régionales et fédérations.

L'échange d'expérimentations entre structures se développe, des réseaux sur la transition écologique juste au sein d'entreprises commencent à se construire et des débats ont lieu dans les structures.



Le 1<sup>er</sup> mai 2022 au Hasard ludique à Paris a été un temps fort sur la transition écologique juste. Plus de 400 militants, adhérents et sympathisants ont pu débattre, échanger, participer à des ateliers et des tables rondes.

## FAIRE VIVRE LE GROUPE LOCAL DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE



Débat sur la dématérialisation des services publics et ses risques, organisé avec la Cimade, le Secours catholique et Solidarités nouvelles pour le logement, le 18 octobre 2022.

Le groupe local du Pacte du pouvoir de vivre Île-de-France se tient tous les mois et demi depuis presque quatre ans. Il s'accorde tous les ans pour tenir un évènement impliquant tous les acteurs du pacte francilien.

En octobre 2022, le Pacte du Pouvoir de Vivre Île-de-France a organisé, dans la salle Hénaff de la Bourse du travail de Paris, deux tables rondes sur la dématérialisation des services publics : la première portait sur les droits menacés, avec des témoignages, et l'autre sur les solutions possibles pour limiter la fracture numérique. Une centaine de participants étaient présents pour l'occasion.

Les travaux réguliers permettent de suivre des dossiers en cours, notamment pour alerter les élus de la région et ses départements sur la nécessité d'étendre l'hébergement d'urgence aux plus précaires, surtout à l'approche des Jeux olympiques en 2024.

### PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

La place de la République à Paris a été, durant ce début de mandat, un des lieux emblématiques de rencontre de la CFDT avec les salariés et les citoyens : opérations Réponses à la carte, présentation et enquête Parlons engagement le 16 mars 2022, ou encore, comme ici le 28 mars 2022, sensibilisation aux enjeux démocratiques avec l'accueil du bus de la fondation du camp des Milles.



# ACCOMPAGNER POUR STRUCTURER, DÉVELOPPER ET CONFORTER NOTRE PREMIÈRE PLACE D'ORGANISATION SYNDICALE EN ÎLE-DE-FRANCE

## ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES POUR RENFORCER LA SYNDICALISATION ET LA FIDÉLISATION

Les équipes syndicales ont été conviées par leurs fédérations à s'inscrire dans la définition des objectifs collectifs de développement, afin de se développer là où la syndicalisation est faible et créer de nouvelles sections d'entreprise ou d'établissement.

Le diagnostic qui permet de se fixer des objectifs s'appuie sur l'outil de ciblage CSE. Une réunion des responsables de développement Île-de-France a eu lieu au premier trimestre 2023 pour faire le point sur les objectifs collectifs de développement.

L'appropriation des pratiques syndicales nécessaires au développement est proposée via la formation "Faire adhérer" et l'accompagnement du dispositif ARC.

Les nouveaux adhérents ont été conviés à des rencontres sur les territoires en 2022. En 2023, ils ont été invités au rassemblement des nouveaux adhérents, le 31 mai, en présence de Laurent Berger. Les accueils dans les territoires se sont déroulés en parallèle au 1<sup>er</sup> semestre 2023.

La proposition de conventionnement des syndicats avec la confédération pour l'utilisation de l'outil de suivi des adhérents et sympathisants Oscar n'a pu se déployer en raison de difficultés pour la confédération avec le prestataire jusqu'au premier semestre 2023.

Par ailleurs, afin de respecter les décisions prises lors du congrès de Montrouge, l'Union régionale déploiera l'outil CRM sur la base du volontariat.

La convention de collaboration entre l'Union régionale Île-de-France et la CFDT cadres a été signée et a donné lieu à la mise en place d'événements de fidélisation et de syndicalisation avec l'invitation de non adhérents. Deux Afterwork cadres ont été organisés dans le cadre de Réponses à emporter. En 2022, la rencontre portait sur les nouvelles formes de travail. En 2023, le thème était celui de la rémunération.

## SAISONNIERS ET JEUNES EN JOB D'ÉTÉ : LES DROITS NE SONT PAS EN VACANCES !

L'Union régionale s'est associée au lancement de la campagne saisonniers 2023, proposée par la Confédération en organisant une action pour aller au contact des saisonniers et jeunes en Job d'été. Cet événement a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet au Forum des Halles à Paris, avec la participation de la CFDT Paris et du syndicat de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration.

Les militants sont allés à la rencontre des salariés des bars, restaurants et commerces du quartier. En plus d'informations sur les droits en matière de contrat de travail, de chômage, de logement, un questionnaire sur leurs conditions de travail, les heures supplémentaires, les salaires, leur a été proposé. Ils ont pu y répondre à distance. Certains ont pu bénéficier de l'adhésion découverte.



Rencontre d'accueil des nouveaux adhérents en grand groupe au siège de la confédération le 31 mai 2023. L'occasion de présenter l'organisation de la CFDT, l'espace adhérent ou encore le dispositif ARC et de faciliter la rencontre des nouveaux venus avec leur syndicat professionnel.

## AGIR POUR LE PASSAGE DES ADHÉRENTS RETRAITÉS VERS LES UNIONS TERRITORIALES

La convention de coopération entre l'Union régionale CFDT Île-de-France et l'Union régionale des retraités a permis la réalisation d'une plaquette d'information sur le syndicalisme des retraités et d'un guide pour le passage des adhérents retraités vers les UTR. Plusieurs réunions de travail ont eu lieu afin d'organiser une offre décentralisée de la formation "Adhérent.e CFDT, bientôt retraité.e" dans les départements. Cette offre sera complètement déployée en 2024 avec l'aide d'animateurs de formation retraités.



### COMPRENDRE LE SYNDICALISME RETRAITÉ

Un groupe de travail de l'Union régionale des retraités et de l'Union régionale Île-de-France a permis de mettre en avant, dans un guide, les revendications, actions et services proposés par la CFDT retraités sur le territoire. Une collaboration s'est ensuite poursuivie pour valoriser la formation des retraités ou encore la présence des équipes dans les forums des associations ou les salons.

## ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES DANS LE RENOUVELLEMENT DES CSE

Début 2023, les syndicats ont été sollicités via un questionnaire sur leurs besoins en matière d'accompagnement à la négociation des protocoles d'accords préélectorales (PAP). Les structures interprofessionnelles de proximité ont été très sollicitées sur ce sujet et sont venues en appui des syndicats. Une initiative sur « Le PAP et les jurisprudences » s'est également tenue le 1<sup>er</sup> juin 2023.

Des sections ont été accompagnées à l'instar de la section Dassault Saint-Cloud. La section est ainsi passée de 3 candidats en 2019 à 14 candidats sur les listes en 2023, en respectant la mixité proportionnelle qui était une difficulté chez les cadres. Premier pas positif : la CFDT redevient représentative et passe de 8,4 % à 11 %. Plusieurs accompagnements ont également été proposés en matière de communication dans le cadre des élections CSE (cf. plus loin).

Enfin, la CFDT Île-de-France avait planifié des journées « Reboostez votre CSE » avec les avocats du réseau des avocats Avec. Une seule s'est tenue à Courbevoie, avec une cinquantaine de participants, le 1<sup>er</sup> février 2023. Cinq autres étaient programmées à Melun, Créteil, Trappes, Évry et Bobigny au premier semestre 2023 mais ont été reportées à des dates ultérieures du fait de la mobilisation contre la réforme des retraites.



Reboostez votre CSE à La Défense le 1<sup>er</sup> février 2023 avec la CFDT de l'Ouest francilien en partenariat avec le réseau d'avocats AVEC et le cabinet Callentis.



- Salon Solutions CSE à La Défense
- Arena. 28-30 mars 2023.

La CFDT Île-de-France a par ailleurs participé à quatre salons des élus CSE en 2022 et en 2023. Le stand reçoit de très nombreuses visites, en moyenne 200 personnes par salon. L'équipe a incité les élus qui siègent sans étiquette à adhérer à la CFDT.

C'est aussi un moment très important de rencontre avec les élus CFDT, où le dispositif ARC, la formation syndicale de l'IREFE et les différents dossiers régionaux (handicap, logement, égalité professionnelle...) leur sont présentés. Quelques adhésions sont réalisées sur place, mais surtout dans un deuxième temps lors de la reprise de contact avec ceux qui ont laissé leurs coordonnées.

## AGIR POUR LA SYNDICALISATION DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

L'action de la CFDT Île-de-France s'appuie sur son association partenaire, Union-Indépendants, depuis janvier 2022. Ceci a permis de coordonner l'action des VTC et des livreurs franciliens mais aussi d'assurer la représentativité d'Union-Indépendants au sein des élections professionnelles qui ont eu lieu en mai 2022. Avec aujourd'hui plus de 200 livreurs adhérents à Paris, Union-Indépendants s'est doté d'un réseau de militants utiles au quotidien pour traiter à la fois des sujets collectifs que sont les problèmes de rémunérations, de transparence algorithmique et d'accès aux infrastructures mais aussi individuels comme la « réactivation » des comptes de centaines de travailleurs indépendants.

En dehors de ces travailleurs dits « ubérisés », Union-Indépendants et la CFDT Île-de-France ont entamé un travail auprès d'autres catégories d'indépendants comme les créateurs de contenus. Enfin, l'Union régionale a mis à disposition d'Union-Indépendants des moyens logistiques permettant aux représentants livreurs et VTC d'accueillir et de débattre lors de permanences à Paris et Roissy.



- L'Union régionale est venue
- en appui de la campagne nationale
- d'Union-Indépendants en matière
- de communication.

## LES ÉLECTIONS FONCTIONS PUBLIQUES DE 2022 : L'UNION RÉGIONALE AU RENDEZ-VOUS

Les trois fonctions publiques, État, territoriale et hospitalière ont mené en même temps leur campagne électorale puis leurs élections en fin d'année 2022. La CFDT Fonctions publiques (UFFA) a produit de nombreux documents et tracts pour aider les militants dans leur recherche de candidats et pour leur campagne électorale. Les fédérations Interco et Santé sociaux ont également outillé et accompagné leurs syndicats.

L'Union régionale a accompagné, via ARC et en matière de communication, les équipes qui l'ont sollicitée. Les équipes syndicales ont bénéficié des formations « Préparer les élections pour gagner » proposées par l'IREFE en 2022, organisées en trois sessions : une pour les exécutifs de syndicats en charge des élections professionnelles et deux pour les militants (Rechercher des candidats et Faire voter CFDT).

En matière de communication, l'Union régionale est venue en appui des campagnes électorales du Syndicat des affaires sanitaires et sociales ou encore de la section Lycées du Conseil régional d'Île-de-France. Les syndicats de la fonction publique hospitalière ont aussi sollicité l'Union régionale pour les accompagner durant la campagne électorale. L'aide de l'Union régionale s'est portée sur la création affiches spécifiques aux problématiques de la fonction publique hospitalière, des actions dans le cadre de forums sociaux sur les territoires.

Les résultats des élections ont été difficiles à réunir au lendemain des élections professionnelles, en particulier pour la fonction publique d'État où ils n'ont pu être complets qu'en mars 2023. Si à l'échelle nationale, la CFDT s'est fait ravir sa 2<sup>e</sup> place avec un écart de 0,1 % au profit de FO, la CFDT conserve sa place de 2<sup>e</sup> d'organisation syndicale représentative en Île-de-France, avec 18,89 %.

### LES RÉSULTATS

	FPE	FPT	FPH	Ensemble
CFDT	16,59 %	23,36 %	19,02 %	18,89 %
CGT	16,78 %	30,96 %	33,36 %	22,13 %
FO	19,21 %	12,57 %	16,53 %	17,11 %
UNSA	12,22 %	8,27 %	3,78 %	10,49 %
Solidaires	8,42 %	2,84 %	19,00 %	7,83 %
FSU	10,94 %	7,05 %		8,77 %
CFE-CGC	8,09 %	0,96 %	0,14 %	5,33 %
CFTC	2,46 %	3,46 %	3,41 %	2,80 %
Autes	5,30 %	11,54 %	4,76 %	6,60 %



La CFDT Île-de-France s'est ensuite engagée auprès des équipes en organisant des réunions d'appropriation de la loi de transformation de la fonction publique. Ici le 15 mars 2023 à La Défense.

La participation est en baisse : 30 % de votants dans la fonction publique hospitalière (-3,7 points), 38,76 % (-5,35 points) dans la fonction publique territoriale et 46 % (-4,82 points) dans la fonction publique d'État.

Les résultats aux élections dans les fonctions publiques en Île-de-France ont été inégaux, avec de vraies déceptions mais aussi de belles réussites.

La CFDT est en légère baisse dans la fonction publique hospitalière (- 0,29 point) et la fonction publique territoriale (- 0,51 point), et plus nettement prononcée dans la FPE (- 1,96 point).

Dès le début d'année 2023, l'UFFA a sollicité les Unions régionales et fédérations pour déployer la stratégie pour les élections 2026. La CFDT Île-de-France est partie prenante de cette réflexion pour accompagner au mieux les syndicats.

# METTRE EN PLACE DES PROJETS, DISPOSITIFS ET OUTILS D'ACCOMPAGNEMENT ET POUR UNE PLUS GRANDE PROXIMITÉ

## DE NOMBREUSES ACTIONS DE PROXIMITÉ SUR LES TERRITOIRES

L'action interprofessionnelle s'est aussi largement déployée sur les territoires au plus près des travailleurs.

La proximité, axe majeur des textes de résolutions, s'est incarnée notamment au travers de Réponses à emporter, temps forts organisés chaque année en septembre pendant trois jours.

À cette occasion, les militants CFDT ont proposé l'adhésion « Découverte », une adhésion non payante pendant trois mois et qui donne accès à tous les services CFDT.

Tout au long de l'année, par ailleurs, les Unions territoriales ont animé les permanences d'accueil dans les lieux de proximité situés dans les huit départements. Avec la fin de la pandémie, les points de type « barnums » en soutien aux équipes syndicales en élection professionnelle comme à La Plaine Saint-Denis avec les cheminots ou à La Défense avec les syndicats des assurances, banques et la CFDT Cadres ont été démultipliés.

À Roissy, la Moszar (Maisons des organisations syndicales de la zone aéroportuaire de Roissy) a pu être réinvestie grâce à l'appui des syndicats des services présents sur site (HTR, propreté, prévention sécurité, notamment). Enfin, de nombreux Afterwork organisés en proximité ont permis de rassembler jusqu'à une centaine d'adhérents et militants comme à Créteil ou à Trappes.



À Cergy



À Évry

### RÉPONSES À EMPORTER

Véritable moment de cohésion pour la CFDT Île-de-France, les opérations Réponses à emporter ont été des moments forts de l'action de l'interprofessionnel en Île-de-France. De nombreux militants sont allés à la rencontre des travailleurs au plus près de leur lieu de vie ou de travail.

Pendant trois jours, 20 à 40 points d'accueil éphémères et hors les murs se sont tenus un peu partout sur le territoire.

## L'ARC, UN DISPOSITIF STRATÉGIQUE POUR LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE

La CFDT Île-de-France a largement déployé et fait vivre, sur son territoire, le dispositif ARC.

Ceci a pu se faire par de nombreuses actions de sensibilisation tels que les sept ateliers de l'accompagnement d'une journée qui ont permis à près de 70 militants issus de 38 syndicats de s'approprier le dispositif, mais aussi par des interventions directes auprès de plus de 30 collectifs syndicaux et conseils d'UTI. Le déploiement du dispositif ARC se fait aussi auprès des élus du personnel eux-mêmes, notamment dans le cadre des salons des élus CSE.



• Atelier de l'accompagnement  
• ARC avec les responsables  
• de syndicats, 17 mars 2022.

Plusieurs webinaires et rencontres en présentiel ont été organisés sur des thématiques multiples, en partenariat avec les partenaires traditionnels de la CFDT, le cabinet d'experts Syndex et le réseau Avec, pour aider les adhérents et militants à monter en compétences.

L'Union régionale a également organisé deux sessions de formation des accompagnants ARC chaque année, soit 7 à ce jour réunissant 60 militants, désormais labellisés « Accompagnants de section ». Ces accompagnants sont ensuite réunis tous les trimestres par les deux référents ARC de la CFDT Île-de-France, pour les informer des évolutions du dispositif, les aider dans leurs missions et consolider un réseau qui s'est renforcé ces deux dernières années.

## TOURNÉE DES SYNDICATS

Décidée au congrès confédéral de Lyon en 2022 et lancée en janvier 2023, la tournée des syndicats organisée en proximité par les Unions régionales, en lien avec les fédérations, a permis de rencontrer tout au long de l'année 2023 la quasi-totalité des syndicats présents en Île-de-France. La CFDT Île-de-France s'est largement impliquée pour en faire une réussite. Ces rencontres faites pour écouter et recenser les besoins des syndicats ont ainsi été appréciées. Un retour est prévu courant 2024.

## UN APPUI EN COMMUNICATION AUX ÉQUIPES SYNDICALES EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

L'Union régionale développe, depuis une dizaine d'années, l'accompagnement des équipes syndicales en matière de communication. Cela va de l'appui à la construction d'une campagne électorale (public cible, choix des outils, appui à la rédaction des messages) à la réalisation graphique de tous types de documents : professions de foi, guide de bienvenue à destination des adhérents, tracts...

En année pleine, l'Union régionale a ainsi accompagné une vingtaine d'équipes ou de champs professionnels en 2022. Le rythme s'est accéléré en 2023 avec le deuxième mandat des CSE du privé. L'action d'accompagnement en communication a également complété l'offre aux équipes proposée dans le cadre du dispositif ARC.

Depuis peu, un nouveau mode d'appui a été développé : la réalisation de professions de foi « type » pour un syndicat, qui sont ensuite déclinées par les sections (qui y ajoutent leurs actions locales). Deux expériences à ce jour sont plutôt concluantes : celle menée avec le

syndicat de la propreté Île-de-France et celle réalisée pour les sections des sous-traitants du groupe Air France pour le syndicat.

Le « Qui fait quoi » du SGEN Paris réalisé pour la rentrée 2022 et réédité en 2023 à destination des personnels.

**LE SGEN-CFDT, C'EST DU CONCRET !**

**CE QUE NOUS AVONS OBTENU :**

- Une prime d'équipement informatique de 150€
- Une participation à la mutuelle de 15€ par mois
- L'allongement du congé de maternité à 29 jours
- La mise effectif au télétravail et la revalorisation de l'FPSE pour tous les personnels administratifs
- La CDisation après 6 ans pour les AED
- La reconnaissance des 2 jours de fractionnement pour les MESR
- Un nombre de promu-e-s plus important à la hors classe pour les PE...

**NOS COORDONNÉES**

7/9 rue Europe Dehaynin  
75019 Paris

☎ 01 42 03 88 88  
✉ paris@sgen-cfdt.fr

**LE SGEN-CFDT UNIQUE EN SON GENRE**

**AVEC LE SGEN-CFDT, C'EST...**

- **Avoir la parole, débattre, participer :** c'est le choix d'un syndicat démocratique et directif des adhérents.
- **Être informé, conseillé, défendu, représenté :** c'est le choix d'un syndicat actif aux revendications.
- **Privilégier le dialogue, la négociation, le résultat :** c'est le choix d'un syndicat efficace.
- **Soutenir les initiatives prises dans le sens d'une évolution des pratiques (travail en équipe, interdisciplinarité, utilisation des ressources numériques...) :** c'est le choix d'un syndicat innovateur.
- **Agir collectivement pour ne pas subir :** c'est le choix d'un syndicat ambitieux pour toutes et tous, ou syndicat à succès.

**ADHÉRER DONNE DROIT À**

- Des collègues pour être conseillé-e et accompagné-e personnellement (études, placement, relations avec la hiérarchie, pédagogie...)
- Des formations (droit, carrière, retraite...)
- Une assistance professionnelle et un service juridique en cas de « coup dur ».
- Une cécité d'impôt égal à 6% du montant de la cotisation même si l'on n'est pas imposable.

**COMMENT ADHÉRER ?**

- En nous contactant directement par téléphone ou par mail (voir « nos coordonnées »)
- En se rendant directement sur [paris.sgen-cfdt.fr](http://paris.sgen-cfdt.fr) (rubrique adhésion)

**sgen Cfdt: Paris**

2022 - 2023

**QUI SOMMES-NOUS ?**

## UNE CFDT ÎLE-DE-FRANCE EN SOUTIEN DES ÉQUIPES LORS DE LEURS MOBILISATIONS

La CFDT Île-de-France dispose d'un service d'ordre organisé depuis 1993. À partir de 2017, l'Union régionale a fait le choix de le restructurer et de l'étoffer en élargissant ses missions, auparavant limitées à la sécurisation des rassemblements et cortèges, et en le transformant en véritable réseau de militants capables d'accompagner les équipes syndicales dans leurs actions de mobilisation.

Fort d'un vivier de plus de 200 militants, le SO a joué un rôle essentiel en assurant la sécurité des militants, des syndicats, des structures et des responsables politiques. Il a mis en place des mesures de prévention et de protection, permettant ainsi aux réunions syndicales, aux manifestations et aux événements de se dérouler dans un environnement sécurisé.

Il est intervenu pour plusieurs dizaines de mobilisations d'équipes syndicales sur tout le territoire. Il a – et cela a été salué partout dans l'organisation – permis aux cortèges CFDT, pendant les mobilisations sur les retraites, de défilier dans le calme et la fierté, et de déployer de nouvelles compétences... d'animation !

Le groupe « mobilisation » réunit quant à lui plus de 300 personnes, comprenant les membres du SO et d'autres militants intéressés par participer aux mobilisations des équipes syndicales des différents champs professionnels.



- 
- Quelques uns des membres du SO régional
- lors de la manifestation du 7 mars 2023
- contre la réforme des retraites.
- 

## L'ACTIVITÉ JURIDIQUE, UNE FORCE DE L'INTERPROFESSIONNEL FRANCILIEN

Sur l'ensemble du territoire francilien, des permanences juridiques sont mises en place afin de recevoir les salariés en litige avec leur employeur. Ouvertes aux adhérents mais aussi plus largement à l'ensemble des salariés, elles permettent de répondre à des demandes de renseignements et d'accompagnement juridique par la CFDT. Cette offre est source de fidélisation et de développement.

Le réseau des mandats juridiques est le plus important de l'Union régionale. Il est composé de 406 conseillers prud'hommes, 280 conseillers du salarié, 131 défenseurs syndicaux.

L'accent a été mis depuis le début de la mandature sur la nécessaire montée en compétences de nos mandatés. Ainsi, pour l'année 2023, l'IREFE a enregistré 1 650 inscriptions de conseillers prud'hommes en formation.

Ces mandatés sont réunis deux fois par an par l'Union régionale et, pour les conseillers du salarié, sur les territoires.

Pour répondre à l'attente des militants et des équipes syndicales, l'Union régionale a continué de déployer les InfoDroit sur l'ensemble du territoire francilien. Ces temps d'échange visent à informer les militantes et militants sur des sujets d'actualité juridique avec l'apport d'avocats spécialisés en droit social privé ou public du réseau Avec.

Ces rencontres se déroulent en règle générale de 18h à 20h afin de permettre au plus grand nombre d'être présents, en particulier ceux ne disposant pas ou peu de temps syndical.

L'Union régionale réunit une fois par an les avocats du réseau Avec afin d'échanger et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration, notamment un élargissement des propositions des thématiques propres à la fonction publique.

Dans le cadre d'un processus de fusion entre deux Services de santé au travail, le CIAMT et l'AICAC en 2019, l'Union régionale a engagé un contentieux pour dénoncer le non-respect de la procédure de consultation des instances paritaires (Commission de Contrôle et Conseil d'administration). Ce contentieux a trouvé une issue le 21 avril 2022 par la signature d'un protocole transactionnel entre les deux parties, qui a permis à l'Union régionale de percevoir 100 000 euros, somme allouée au secteur santé au travail, afin de soutenir notre action en la matière.

## UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR LA FORMATION SYNDICALE

La politique de la formation syndicale dont l'organisme de formation régional, l'IREFE, assure la mise en œuvre, a fait l'objet de nouvelles orientations stratégiques afin de pérenniser une offre de formation en adéquation avec les besoins des syndicats. Débattus en mai 2023 avec le Bureau régional, quatre grands axes ont été définis pour faire évoluer l'offre de formation.

En premier lieu, l'Union régionale a souhaité reconstituer et étoffer l'équipe d'animateurs de formation qui s'était fortement rétrécie pendant la pandémie. L'IREFE a eu aussi recours au réseau confédéral d'animateurs pour l'aider dans l'animation des formations des CSE de la fonction publique. Grâce à l'implication des syndicats dans le recrutement de nouveaux animateurs au premier semestre 2023, un nouveau groupe a été constitué et sera formé au second semestre 2023, en présentiel. Par ailleurs, les animateurs de formation syndicale bénéficient chaque année d'une semaine de formation continue organisée par la direction de l'IREFE et l'ISST, 17 stagiaires en ont bénéficié en 2023.

Ensuite, il s'agissait de réactiver le réseau des responsables de formation syndicale. La rencontre des responsables de formation des syndicats en mai et juin 2023 a relancé la réflexion sur l'élaboration des plans de formation des syndicats et leur accompagnement par l'IREFE et l'Union régionale. Une rencontre des syndicats à l'UTI de Paris a permis d'éclaircir le fonctionnement et l'offre de l'IREFE.

Une version papier du catalogue de formation IREFE 2024 sera dorénavant à disposition des syndicats en complément de l'accès au catalogue numérique.

Face à la situation financière fortement dégradée de l'IREFE, l'Union régionale a souhaité débiter un chantier pour faire évoluer le modèle économique de l'IREFE afin d'atteindre un meilleur équilibre financier. Il nous fallait garantir de disposer d'un organisme de formation régional en capacité de couvrir les besoins des syndicats de la région, ce qui implique que celui-ci ait les moyens de fonctionner. Le Bureau régional a donc pris la décision d'augmenter le tarif appliqué aux syndicats de 40 € à 100 € à partir de septembre 2023. Les tarifs employeurs ont également été augmentés de 398 € à 415 € pour le privé et de 320 € à 350 € pour les CSE. Pour finir, les objectifs de cette évolution sont d'améliorer les modalités d'inscription, mieux informer sur les sessions incomplètes, fixer le délai de prévenance pour les formations annulées ainsi que renforcer la décentralisation des formations sur les départements.



Depuis 2023, des relances systématiques d'information sont mises en place pour les formations incomplètes.

## RENDRE VISIBLES NOS ACTIONS ET NOS REVENDICATIONS

Le dispositif de communication de l'Union régionale s'appuie sur plusieurs piliers. *Solidaires*, trimestriel de l'Union régionale, a poursuivi son objectif de mise en valeur des actions des équipes franciliennes et de présentation des actions menées par l'interprofessionnel francilien auprès des militants CFDT, des acteurs politiques et institutionnels franciliens et d'associations.

*La Lettre régionale*, vitrine de l'action de l'Union régionale auprès des responsables et mandatés, a contribué à faire connaître les initiatives organisées, notamment.

Le site Internet et les réseaux sociaux de l'Union régionale (X et FB) ont poursuivi leur développement, avec environ + 500 visiteurs et followers chacun depuis deux ans.

Une Newsletter régionale pour tous les militants CFDT d'Île-de-France va être lancée début 2024.

L'action revendicative de l'Union régionale a donné lieu à la production de plaquettes, guides, tracts et autres supports de communication en appui des événements.

Relevons deux éléments nouveaux. D'abord, les actions des Unions territoriales interprofessionnelles sont de plus en plus intégrées au dispositif de communication régionale, aussi bien en amont (valorisation sur les réseaux sociaux notamment), qu'en aval (*Solidaires*, *La Lettre régionale*). Ensuite, l'Union régionale multiplie, depuis deux ans, la réalisation de vidéos restituant des initiatives, des portraits d'adhérents, mais aussi, en amont, des vidéos d'animation invitant à participer à nos actions. La vidéo, très efficace sur les réseaux sociaux, est en plein essor.



# CONCLUSION

La CFDT Île-de-France a répondu présente tout au long de ces deux années de mandat. Le contexte, fortement marqué par les crises de la fin de la pandémie aux manifestations retraitées en passant par les grands événements internationaux, a parfois obligé à adapter le plan de travail de l'interprofessionnel francilien, sans pour autant renoncer aux missions essentielles.

L'implication des équipes syndicales et de l'ensemble de l'interprofessionnel a permis de belles réussites et un renforcement de la CFDT en Île-de-France.

Une grande partie du plan de travail a ainsi pu être exécutée.

D'ici le congrès de 2025, l'activité se poursuivra, avec en particulier la mise en œuvre de notre évolution interne décidée par les syndicats au congrès extraordinaire de Paris du 22 juin 2023.



**ÎLE DE FRANCE**

S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

**UNION RÉGIONALE INTERPROFESSIONNELLE DES SYNDICATS CFDT D'ÎLE-DE-FRANCE**

Rédaction : 78 rue de Crimée 75019 Paris | tél 01 42 03 89 00 | [com@iledefrance.cfdt.fr](mailto:com@iledefrance.cfdt.fr)

Crédits photos : UNE | Photo Simone Perolari | CFDT Île-de-France, DR |

Création et réalisation : Marina Pen et Judith Boumendil

Impression : KMC Graphic - RCS Melun 800 602 179 000 15



**2021-2023**

